

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/JOR/4

2 mai 2001

(01-2255)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Questions posées par les ÉTATS-UNIS au sujet de la notification de la JORDANIE¹

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 avril 2001.

1. *Menace de dommage grave.* En raison, peut-être, d'une erreur de traduction, l'article 3 de la loi jordanienne, qui paraît être l'article énonçant le critère d'admissibilité fondamental à respecter en vue de l'application d'une mesure de sauvegarde, semble prévoir qu'une mesure de sauvegarde ne peut être appliquée que si l'existence d'un dommage grave est établie; il ne mentionne pas la constatation de l'existence d'une menace de dommage grave. Cependant, d'autres articles de la loi jordanienne, dont les articles 5 et 6A (mais pas l'article 6B), donnent à penser que la Jordanie peut appliquer une mesure lorsque l'existence d'une menace de dommage grave est établie. Veuillez préciser si la loi jordanienne permettrait d'appliquer une mesure de sauvegarde dans une situation de menace et, le cas échéant, indiquer dans quelle disposition de la loi cette possibilité est prévue.

2. *Avis destiné à informer raisonnablement les parties intéressées.* L'article 12C de la loi jordanienne donnerait effet à l'obligation prévue à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes de publier, au moment de l'ouverture d'une enquête, un "avis destiné à informer raisonnablement les parties intéressées", en exigeant que l'avis soit publié "dans deux quotidiens locaux". Existe-t-il deux quotidiens locaux largement diffusés dans lesquels le gouvernement jordanien publie habituellement les avis officiels et la publication serait-elle faite dans ces quotidiens? La Jordanie possède-t-elle un journal officiel dans lequel les avis officiels sont généralement publiés?

3. *Rencontres entre les parties.* Quelle est la nature de l'enceinte où se rencontreraient les parties comme le prévoit l'article 13C? S'agit-il d'une audition?

4. *Éléments de preuve "subjectifs".* C'est là peut-être aussi un problème de traduction. L'article 19 de la loi jordanienne dispose que la recommandation relative à une mesure doit être "motivée et fondée sur des éléments de preuve subjectifs". Il devrait sans doute être question d'éléments de preuve "objectifs", ce qui est le contraire de "subjectifs"; le dictionnaire définirait généralement le terme "subjectif", dans ce contexte, comme signifiant "illusoire" ou "sans substance". Le terme "objective" et l'expression "éléments de preuve objectifs" sont d'ailleurs utilisés à l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes.

¹ G/SG/N/1/JOR/1.

5. *Mesures de protection provisoires*

- a) Il apparaît que l'article 20 de la loi jordanienne établit un critère moins rigoureux pour l'application d'une mesure de sauvegarde provisoire que ne le permet l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes. Il n'exige pas qu'il y ait des "éléments de preuve manifestes" selon lesquels un accroissement des importations a causé ou menace de causer un "dommage grave"; l'exigence d'"éléments de preuve manifestes" est d'ailleurs omise et il est question de "dommages" plutôt que d'un "dommage grave". Veuillez indiquer en quoi l'article 20 de la loi jordanienne est conforme à l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes.
 - b) Si les mesures de protection provisoires prennent la forme d'une majoration des droits, les droits recouvrés seront-ils remboursés si les autorités compétentes jordaniennes n'établissent pas une détermination positive au terme de l'enquête?
-